

La vaga de l'arqueologia a França

Fa quinze anys, al nostre país, hagués estat impensable que un arqueòleg treballés com a professional liberal essent remunerat per la seva feina. Tampoc no hagués tingut sentit plantejar la necessitat d'una associació col·legial d'arqueòlegs, àdhuc sindical, ja que l'estabilitat del funcionariat no precisava d'aquests mecanismes. Avui, la situació és molt diferent encara que existeix entre nosaltres la confusió pròpia d'un procés de transformació. Avui totes les iniciatives són vàlides, encara que arriscades... Pressupostos faraònics poden deixar pas a la penúria més total sense poder entendre la lògica d'una o altra situació.

En realitat, aquests problemes són els mateixos que afecten a l'arqueologia arreu d'Europa Occidental, amb la diferència que els nostres veïns europeus ens porten anys d'avantatge en els aspectes legislatius, administratius i organitzatius (especialment a nivell sindical). L'anunci de la vaga dels arqueòlegs francesos coincidint amb "l'Any de l'Arqueologia" celebrat a França a nivell estatal, ens ha de fer pensar en el nostre propi futur.

REVISTA D'ARQUEOLOGIA DE PONENT vol fer palès el seu agraïment a En Dominique Petit, coneixedor d'aquesta problemàtica per la seva àmplia experiència com a arqueòleg urbà a la ciutat d'Orléans, per haver tingut l'amabilitat de presentar-nos una breu síntesi de la vaga del 1990. Quelcom tan simple com disposar de dades estadístiques referides a llocs de treball i pressupostos així com conèixer l'existència d'una bibliografia específica és molt més del que a casa nostra podríem haver imaginat. Tal vegada és que l'hora de la "nostra" vaga encara no ha arribat... Tant de bo que no sigui necessària...

Crise sociale ou crise épistémologique?

Dominique Petit

"Il est désormais couramment admis que l'archéologie française est en crise: le rapport Soustelle publié au début de 1976, a été en quelque sorte l'expression de la prise de conscience généralisée de cette situation" disait en 1978 Jean Chapelot, qui décrivait avec précision la situation à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés (CHAPELOT 1984, 73). Dans les premières semaines de janvier 1990, la grève générale des archéologues hors-statut, des personnels de la Sous-Direction de l'Archéologie, à l'appel de tous les syndicats mais aussi des organisations corporatives a rendu patent et public un état de crise dénoncé depuis si longtemps qu'on pourrait le croire consubstantiel à la discipline. Une analyse lexicale rapide des publications où reviennent sans cesse les mots de crise, de sauvetage, d'urgence, comme la multiplication des rapports officiels consacrés depuis des décennies au sujet: Rapport Soustelle, Rapport Querrien, Rapport Martin-Laprade (non publié, 1989), et enfin Rapport Goudineau, suffisent à le montrer (SOUTELLE 1974; QUERRIEN 1982; GOUDINEAU 1990).

Les grèves du début de l'année et celles qui les ont continuées à l'automne ne sont ni une surprise ni le fruit d'on ne sait quelle manifestation irrationnelle d'archéologues qui en "veulent toujours plus".

Pour comprendre la situation actuelle, rappelons quels sont les cadres institutionnels. La loi de 1941 dispose que l'Etat autorise les fouilles "de recherche" confiées à un individu sur sa demande (fouilles programmées, Titre I de la loi). Le Titre II prévoit l'exécution des fouilles par l'Etat en cas de nécessité. Cette loi, validée en 1945, est accompagnée d'un décret qui institue les Directions des Circonscriptions Archéologiques, services extérieurs du Ministère de la Culture, dont il spécifie les missions: contrôle de légalité, délivrance des autorisations de fouilles, établissement de la carte archéologique. Le Centre National de la Recherche Scientifique est chargé de la publication. On comprend mal pourquoi ce dispositif n'a pas donné toute satisfaction, sinon, peut-être, faute de mo-

yens pour subventionner les opérations et faute de combattants... Il faut en effet attendre la fin des années soixante pour que les directeurs (en général des universitaires) soient secondés par un assistant ou un technicien. C'est au début des années soixante-dix que de jeunes chercheurs, au moment où Leroi-Gourhan alertait la communauté sur l'érosion de l'histoire (LEROI-GOURHAN 1962) commencent à se préoccuper des conditions matérielles de leur discipline. Travaillant au sein du Ministère de la Culture, seule institution qui offrait quelque débouché professionnel, ils demandent des postes pour établir une carte archéologique digne de ce nom et assurer des opérations d'urgence. Faute de vouloir ou de pouvoir recruter en nombre suffisant les professionnels nécessaires, le Ministère de la Culture a créé une association relai, l'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales, qui a recruté sans compter et sur contrats précaires un nombre de plus en plus important d'archéologues qui remplissaient les mêmes tâches et les mêmes missions que les membres du service. Au début des années quatre-vingt, une centaine de ces hors-statut ont bénéficié de mesures d'intégration au sein du service public. Faute d'avoir accompagné ce plan de résorption de l'auxiliarat de mesures de développement, les mêmes causes, amplifiées par le recours systématique au financement des fouilles par les aménageurs, produisant les mêmes effets, en 1989, l'AFAN a employé 1.500 personnes (qui passent de chantier en chantier) quand la Sous-Direction de l'Archéologie ne dispose que de 360 personnes, personnels de secrétariat compris. Ces 1.500 personnes représentent l'équivalent de 300 postes à temps plein. Devant la multiplication des opérations et l'augmentation du nombre de ces contrats, le Ministère a proposé de rendre systématique le financement des fouilles dites de sauvetage à 100% par les aménageurs et de créer une ou des agences de droit privé chargées de l'exécution des fouilles. Ce système aurait permis de couper court à toute possibilité d'intégration au sein du service. Ce sont ces propositions qui ont provoqué un rejet général. Des négociations sont actuellement en cours pour tenter de trouver des solutions plus satisfaisantes.

La "crise" de l'archéologie française n'est sans doute pas seulement un problème social ou technique, mais plutôt un problème de définition de la discipline et de son rôle social. Dans l'esprit du public, l'archéologue apporte des faits, du solide, du concret, il lui faut de la patience, de la minutie, de la passion: toute l'imagerie populaire du vrai savant. Il redécouvre nos racines. S'il porte la barbe et utilise des sciences dites exactes, que peut-on lui refuser? Seul, l'argent, déjà, retenait Bouvard et Pécuchet.¹ Image d'autant plus confortable qu'elle est doublement flatteuse: socialement valorisée, on

1. Gustave FLAUBERT, *Bouvard et Pécuchet*, chapitre 4.

peut se payer le luxe de la dénoncer comme non scientifique.

Considérée comme une illustration, au mieux comme un contre-poids aux textes ou un pis aller en leur absence, l'archéologie a cherché une respectabilité universitaire dans une technicité qui devait lui obtenir son statut de science. Combien se souviennent vraiment de l'avertissement de P. A. Fevrier: "si la céramologie ne sert pas l'histoire économique, elle ne sert à rien" ou préfèrent la méthode de relevé de Leroi-Gourhan au *Geste et la Parole*?

Au moment où certains ont compris que les grands travaux d'aménagement détruirent irrémédiablement la masse documentaire, ils n'ont pas hésité à se consacrer à ce que d'autres ont appelé, avec une condescendance certaine, des fouilles de sauvetage, et à s'en donner les moyens, en dehors des grandes institutions qui n'en comprenaient ni l'enjeu immédiat de sauvegarde, ni l'enjeu épistémologique. Ils ont donné l'occasion à ceux qui en avaient ressenti la nécessité pour une compréhension large des sites, d'en saisir l'opportunité.

Faute de se préoccuper des conditions matérielles d'exercice de la discipline, l'Université et le CNRS ont marginalisé dans un premier temps ces expériences. Pendant ce même temps, les notions d'équipe de recherche prenaient consistance, les fouilles à grande échelle, par leur masse, donnaient corps aux études quantitatives, la notion de publication monographique "exhaustive" voiait en éclat au profit de la notion d'archives de fouille, l'argent des aménageurs permettait de briser les pseudo barrières méthodologiques (on osera rappeler que la palynologie ne pouvait pas s'appliquer, au dire de certains spécialistes, aux sites historiques, ou que les fouilles urbaines, à leurs débuts, si elles portaient sur des périodes postérieures au VIII^e siècle ne méritaient pas d'autorisation), faisait découvrir les joies des études diachroniques.

Il serait trop simple de donner aux uns tout le mérite, aux autres toute la honte. Il est vrai que sur les grands chantiers dits de sauvetage, les publications sont trop peu nombreuses, ou trop peu abouties, que la formation continue, voire initiale, sont parfois insuffisantes, que l'activisme techniciste tient parfois lieu de problématique historique, que les possibilités de financement entrent pour une trop grande part dans la décision de fouille, encore conviendrait-il de ne pas faire reproche de ces lacunes au personnel mais aux institutions qui ne l'ont pas formé, aux instances de contrôle qui ont laissé faire.

L'archéologie ne justifie sa mission de service public que parce qu'elle est (ou devrait être) un travail sur la mémoire, et non sur le souvenir. L'enjeu n'est pas d'abord culturel au sens étroit, ou touristique, mais de connaissance.

Tant que cette clarification ne sera pas évidente, nous serons tentés par l'accumulation de fouilles toujours plus nombreuses, d'analyses toujours plus sophistiquées, pas plus justifiées pour autant, si ce n'est par la patience, la minutie, toujours...

Il n'est pas sûr que prise entre une scolastique (revernue) (GARDIN 1979) et un empirisme plus dynamique mais pas très armé théoriquement, notre discipline se trouve dans la meilleure situation pour régler sa crise.

La politique des choix qui tient lieu de philosophie, n'apparaît en fait que comme la bonne vieille sagesse qui veut qu'on ne dépense pas plus qu'on a, puisque l'instrument de gestion, la carte archéologique pour dire vite n'est même pas en place. Plus, cette politique des choix, ne doit pas être un habillage à la misère ou à des pratiques d'agents techniques-commerciaux mais découler d'une vraie nécessité épistémologique.

La petition de principe de l'archéologie comme instrument de compréhension du monde actuel ne peut être crédible si nous ne sommes pas conscients que nous jouons un rôle plus important qu'il n'y paraît dans l'aménagement du territoire. Quelles seront à échéance de vingt ans les conséquences du "100 % aménageur" (promoteur de rang international ou simple commune rurale) sur le développement des centres et des banlieues, voire sur la structure des entreprises du bâtiment? Il est souvent plus facile à court terme de multiplier le gel des terrains que de les étudier pour permettre les aménagements contemporains. Quel sens y aurait-il à figer les paysages lorsque l'on prétend faire métier de comprendre leurs transformations? L'archéologie semble devenue, non seulement une donnée à prendre en compte dans l'aménagement du territoire, mais une des disciplines de l'aménagement (CIAUU 1982). On peut regretter que les architectes ou les ingénieurs, les mesurent en certains cas mieux que nous, eux qui attendent de nos recherches plus qu'une collection de beaux vases ou de belles ruines.

Poser ces questions ne signifie pas qu'il faille cesser d'exiger des moyens pour travailler plus importants et mieux adaptés que ceux qui sont les nôtres aujourd'hui. Le dilemme n'est plus entre une archéologie scientifique et une archéologie de sauvetage, entre une archéologie pauvre mais digne et une archéologie de nouveaux riches.

Le seule garantie pour éviter toute dérive mercantile dont on peut mesurer les effets pervers en d'autres pays est l'existence d'une Sous-Direction de l'Archéologie qui ne soit pas une simple cellule administrative, mais qui dispose de moyens et de personnel scientifique. Comment sans cela les autres intervenants, CNRS, Université, Archéologues de Collectivités Territoriales pourraient-ils mener à bien leurs tâches spécifiques et nécessaires?

Le traitement strictement social de la crise qui ferait l'économie d'une reflexion de fond qui reste à engager sur la nature de la discipline, et non pas seulement sur ses aspects techniques ou méthodologiques, serait le meilleur moyen de la retrouver dans 5 ou 10 ans encore plus exacerbée.

l'Archéologie). Le fréquent isolement des chercheurs les prive des conditions de fonctionnement minimales (locaux, matériel, secrétariat).

Perspectives: Pas de créations de postes importantes en perspective (en moyenne, trois à six postes par an).

Annexe

DOCUMENT DU SYNDICAT NATIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES-FEN: 16/9/1990

S.N.A.C.-F.E.N. Archéo.

LES ARCHEOLOGUES EN FRANCE: QUI? OU? COMBIEN? COMMENT?

UNIVERSITÉ

Effectifs: 15 universités et grandes écoles dispensent un enseignement en archéologie métropolitaine.

Fonction: enseignement, formations des archéologues, apprentissage à la recherche.

Présence sur le terrain et perspectives: Elle n'entreprend, en propre, aucun chantier. Mais certains enseignants ont, à leur initiative et dans des conditions difficiles, une activité de recherche qui peut-être importante. On pourra se réjouir de la création en 1990, d'une Maîtrise en sciences et techniques d'archéologie préventive à l'Université de Tours.

Moyens: pas de moyens propres, pas de budget affecté aux opérations de terrain, subventions des collectivités et du Ministère de la Culture (Sous-Direction de l'Archéologie).

CNRS

Effectifs: 188 archéologues "généralistes" pour la France métropolitaine.

Fonction: recherche fondamentale (actions thématiques, méthodologie, expérimentation).

Présence sur le terrain: Ponctuelle; liée aux programmes de recherche du CNRS.

Moyens: faibles moyens propres, subventions Ministère de la Culture (Sous-Direction de

ARCHEOLOGUES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Effectifs: +/- 200; statuts très divers.

Fonction: gestion/étude, animation, diffusion, valorisation du patrimoine archéologique.

Présence sur le terrain: Très déséquilibrée suivant les collectivités, de nulle à très forte. Certaines collectivités se sont dotées de services importantes (Val d'Oise, Vaucluse...). Très forte participation aux opérations de sauvetage archéologiques.

Perspectives: Les créations de postes les plus importants constatées dans les dix dernières années ont eu lieu dans ce cadre. On espère que le mouvement se poursuivra.

Moyens: Moyens propres très disparates, subventions, pour les chantiers, du Ministère de la Culture (Sous-Direction de l'Archéologie).

MINISTERE DE LA CULTURE, SOUS-DIRECTION DE L'ARCHEOLOGIE

Effectifs: 360 personnes, tous personnels confondus.

Fonction: En liaison avec les autres institutions (CNRS, Université, etc...), étudier, conserver, promouvoir le patrimoine archéologique national.

Présence sur le terrain: La Sous-Direction de l'Archéologie intervient dans la plupart des opérations de sauvetage archéologiques, dont elle assure également le fonctionnement en faisant appel, le plus souvent, à des personnels contractuels non statutaires placés sous son autorité et son contrôle.

Moyens: Moyens propres de fonctionnement, subventions, déléguées par opérations, pour les fouilles hors sauvetage.

Archéologie de sauvetage: 20 MF du Ministère de la Culture, quand les aménageurs, la même année (1989) ont "participé" à hauteur de 120 MF environ...

Perspectives: Peu engageantes: la politique de création de postes des années 1980 semble remise en cause; pour 1991, on annonce deux postes frais de conservateurs. Extinction prévue des corps de techniciens et ingénieurs.

BENEVOLES

Effectifs: Difficiles à estimer.

Fonction: Extrêmement diversifiées, allant d'une simple participation à des activités de type archéologique à la prise en charge totale d'opérations d'étude et de recherche.

Implantés localement, ils constituent un relais essentiel dans la constitution de l'inventaire archéologique national. La grande majorité des prospecteurs aériens en France sont des bénévoles.

Perspectives: Quelle que soit l'organisation institutionnelle de l'archéologie en France, leur action de prospection, de recherche ou d'animation/publication et la force d'appoint qu'ils représentent dans la gestion du patrimoine restent primordiales.

Moyens: Subventions des collectivités, subventions du Ministère de la Culture (Sous-Direction de l'Archéologie).

LES PERSONNELS CONTRACTUELS HORS-STATUT

Effectifs: Difficiles à évaluer précisément, les contrats temporaires rendant les effectifs mouvants et les organismes d'emploi (associations-relais) étant multiples. Le principal organisme d'emploi, l'AFAN a employé environ 1.500 personnes en 1989, sur des contrats à durée déterminée. Il est donc évident que les contractuels en situation précaire représentent la plus grande partie des professionnels de l'archéologie métropolitaine.

Fonction: Très diversifiées, allant de la participation au travail de terrain à la prise en charge complète d'une opération archéologique. Ils assurent sur le terrain une grande partie des tâches scientifiques.

Moyens: Aucun moyen propre; moyens fournis par la Sous-Direction de l'Archéologie (Ministère de la Culture).

Perspectives: Au sein des organisations institutionnelles d'Etat: quasi nulles; un peu plus de débouchés offerts par les collectivités territoriales, mais néanmoins comptés. Dans le cadre des réformes actuellement en élaboration se dessine la tentation de les brader à une ou des entreprises privées.

Bibliographie

CHAPELOT 1984

J. Chapelot, "L'archéologie française des années soixante-dix: la croisée des chemins et la montée des crises", dans *La politique de l'Archéologie en Europe*, Table ronde, Paris 1978, Editions du CNRS, Paris, 1984, 73-94.

CIAUU 1982

Colloque Interrégional d'Archéologie Urbaine et Urbanisme, Reims, 1982.

GARDIN 1979

J. C. Gardin, *Une archéologie théorique*, Paris, 1979.

GOUDINEAU 1990

C. Goudineau, *Rapport au Premier Ministre sur l'Archéologie Nationale*, Paris, 1990.

QUERRIEN 1982

M. Querrien, *Pour une nouvelle politique du patrimoine*, Paris, 1982.

LEROI-GOURHAN 1962

A. Leroi-Gourhan, "L'archéologie d'urgence en France", dans *Burg Wartenstein symposium, núm. 22, Wenner Gren Foundation for Anthropological Research*.

SOUSTELLE 1974

J. Soustelle, *Rapport sur la recherche française en Archéologie et Anthropologie*, Paris, 1974.

La revue *Les Nouvelles de l'Archéologie* consacre de nombreux articles au fonctionnement de l'archéologie française on peut se reporter aux numéros les plus récents:

Les Nouvelles de l'Archéologie, 37, 1989.

Les Nouvelles de l'Archéologie, 38, 1990.

Les Nouvelles de l'Archéologie, 41, 1990.

Una oportunitat per reflexionar entorn de la nostra desidia com a col·lectiu professional

Xavier Dupré

La vaga dels arqueòlegs francesos i l'anàlisi que en fa Dominique Petit ens ofereix una bona oportunitat per reflexionar entorn d'alguns dels molts problemes que ens afecten en tant que professionals i, en conseqüència, a l'arqueologia.

En primer lloc, sorprèn el poc, per no dir nul, ressò que aquests esdeveniments han tingut en els ambients professionals del nostre país. Quan un hi pensa detingudament, ho troba més normal i acaba per acceptar que allò anormal hagués estat el contrari, que ens haguéssim preocupat pels problemes del país veí donat que ni tan sols ens preocupem d'allò que, ni que només sigui per proximitat geogràfica, ens afecta més directament.

De la primera lectura del document elaborat pel sindicat ASNAC-FEN, incorporat en annex a l'article citat, destaca, ni que només sigui per enveja, la quantitat de professionals que treballen en arqueologia. Qualsevol comparació entre la plantilla del *Centre National de la Recherche Scientifique* i la del nostre *Consejo Superior de Investigaciones Científicas* (si voleu hi podem sumar la plantilla d'investigadors de l'*Institut d'Estudis Catalans* ja que $x + 0 = x$) fa riure. Si fixem la nostra atenció al nombre d'arqueòlegs que treballen al *Ministère de la Culture*, podem seguir rient ja que, tot i la descentralització que viu l'Estat espanyol i que ha buidat de gran part de les seves competències al *Ministerio de Cultura*, els arqueòlegs dels nostres ajuntaments, diputacions i comunitats autònòmes, equivaldrien als altres 200 professionals de les *Collectivités Territoriales* franceses.

Però tot això només és palla, hi ha qüestions molt més importants sugerides pel que ens diu el col·lega d'Orléans. Personalment, m'estimula el fet de veure que encara hi ha arqueòlegs, ni que sigui a l'estrange, capaços de respondre de forma col·lectiva davant una mesura que pot posar en perill alguns dels valors que reconeixem al patrimoni històric. Potser algú podrà pensar que aquesta protesta ferma respon, més que a una defensa altruista d'aquest patrimoni, a l'intent de protegir una estabilitat laboral i, en definitiva, uns interessos personals, en qualsevol cas legítims. La valoració d'aquestes possibilitats és, sense cap mena de dubte, una qüestió de cadascú però, sigui quina sigui, el fet és sempre remarcable donada la inhibi-

ció i el pseudo-esquirolisme que caracteritza el nostre col·lectiu.

Seria possible al nostre país, Catalunya o Espanya a la vosta elecció, una resposta similar? És que encara no se'ns ha donat motius per respondre? Potser és molt més còmode callar i anar fent? L'any 1982 el Servei d'Arqueologia de la Generalitat de Catalunya va endegar, en col·laboració amb l'INEM, un primer pla, coneugut en medis arqueològics com a Pla de l'Atur. La necessitat de professionals que tenia l'Administració catalana en aquella ocasió va comportar que, durant un cert període de temps, no hi hagués arqueòlegs en atur. Les condicions laborals de l'oferta no eren, segons les opinions aleshores expressades, les desitjables i, malgrat això, no es va saber aprofitar aquella oportunitat única per tal d'establir una negociació a dues bandes. El problema, evidentment, residia en la por a significar-se i, per tant, córrer el perill d'entrar en una possible llista negra que hagués escapçat la trajectòria professional dels dels agosarats.

És de tothom coneguda la frase que diu que "la unió fa la força" significativament els noms dels principals sindicats del nostre país comencen per substantius tals com "Comissions...", "Unió..." i "Confederació", paraules totes que es refereixen a col·lectius d'elements, en aquest cas persones. Però si els arqueòlegs, en general, tenim por a significar-nos a títol individual enfront d'aquells que malmenen el patrimoni o lesionen els nostres drets professionals, tampoc no hem fet nostra la frase tot just citada i no hem donat una resposta acceptable als intents associacionistes de caire professional. L'Asociación Española de Arqueólogos Profesionales (APAE), fa anys que funciona i treballa en quelcom tan important com la redacció d'un "Estatuto Profesional del Arqueólogo", malgrat això, compta amb un nombre d'associats que es troba al voltant de les dues-centes persones. La Comissió de Patrimoni del Col·legi Oficial de Doctors i Llicenciats en Filosofia i Lletres i en Ciències de Catalunya, és l'única iniciativa catalana per agrupar els arqueòlegs en defensa del correcte desenvolupament de la seva activitat professional. La vida d'aquesta Comissió està caracteritzada per la tasca altruista de diverses persones, poques, que compten amb el suport de 15 o 20 incondicionals que assisteixen a les reunions i amb el recolzament, darrerament més efectiu, del degà del col·legi. La poca i ocasional atenció que les institucions dediquen a les propostes de col·legi respon al fet que els representants de l'Administració saben molt bé quanta gent hi ha realment al darrera i, per tant, no cal que es preocupin massa.

Els arqueòlegs catalans no donem un suport real a aquestes iniciatives, la tasca de les quals és —com la de tots els qui treballen— criticable, però que, en definitiva, són les úniques que hi ha. L'actitud dels qui són contraris a aquest tipus d'associacions és

plenament respectable però, en general, la manca de participació respon a la recança de pagar unes quotes sense obtenir res a canvi. Volem apuntar-nos al tren quan ja estigui en marxa i, si és possible, a punt d'arribar a l'estació; preferim que siguin els altres els qui el desencallin i el facin caminar. Estic convençut que un dels èxits de la Societat Catalana d'Arqueologia és el "Full informatiu", si aquest noticiari no existís molta gent se'n donaria de baixa.

El problema, en el fons, és realment seriós. Hem renunciat a intervenir, en tant que protagonistes, en la problemàtica que comporta qualsevol intervenció en el patrimoni i, evidentment, en la seva gestió. La gestió del patrimoni arqueològic, utilitzo gestió en una accepció àmplia, és a Catalunya, tasca de la Generalitat i de les administracions locals, la primera en té la responsabilitat última i el dret de legislar, sense oblidar el que encara és competència de l'Administració central. Qui és l'interlocutor de l'Administració en temes relatius a la gestió del patrimoni arqueològic? Generalment no hi ha actituds col·lectives i ens trobem davant de representants de centres o institucions que, la majoria dels casos, actuen a nivell personal. Qui és l'interlocutor de l'administració enfront dels temes que afecten a la professió? No hi ha resposta. No podem imaginar que es faci una llei que afecti la sanitat pública sense consultar el Col·legi de Metges, però trobem normal, donat que no protestem, que es facin lleis i normatives sense consultar el col·legi en el qual estan representats els arqueòlegs. Una part de culpa és de l'Administració però la veritable, la culpa grossa, és de tots els arqueòlegs que no hem sabut donar suport a aquestes iniciatives i, en conseqüència, no ens fem respectar, en tant que conjunt de professionals.

Molts arqueòlegs, generalment aquells que pensen que es troben per damunt del bé i del mal i que, crec, són encara més responsables d'aquesta situació, veuen amb desconfiança qualsevol iniciativa en aquest sentit; sembla que tinguin por de baixar dels núvols de la ciència. No s'adonen o no volen adonar-se que, com molt bé destaca Dominique Petit, darrera totes aquestes qüestions s'amaga el problema de la definició de l'arqueologia i del seu rol social. O és que no afecta a la qualitat del resultat científic —per tant, a la seva contribució al coneixement de la història— d'una intervenció les condicions de treball i els mitjans de què han disposat els arqueòlegs que l'han realitzada?

Jo no sé, espero que sí, si molts arqueòlegs s'han qüestionat la finalitat última que justifica el fet d'omplir centenars de fitxes, de numerar amb tinta xinesa milers de petits fragments de terrissa o de dibuixar superfícies plenes de pedres que, en el fons, només són pedres. La cadena del procés d'aproximació històrica al nostre passat es pot veure trencada per decisions tan absurdes com la de no publicar i que, per tant, implica la impossibi-

litat d'arribar al final del procés. Catalunya és un bon exemple d'aquest problema; des de la creació del Servei d'Arqueologia, l'any 1981, s'han concedit, no disposo de dades oficials, de 1.000 a 1.500 permisos d'excavació. La sèrie que la Generalitat destina a publicar les memòries d'excavació ha assolit, en quasi deu anys, el número 9 i l'actual Director General de Patrimoni ha manifestat en diverses ocasions que no es destinaran diners a noves publicacions de memòries. No podem oblidar que hi ha altres institucions que publiquen les seves però, malgrat tot, el percentatge d'intervencions inèdites a Catalunya es troba al voltant del 85%.

El problema afecta, evidentment, els arqueòlegs des d'una òptica d'interessos professionals però afecta, de forma molt més greu, els interessos de l'arqueologia com a ciència de coneixement històric. Malgrat això no hem sabut o no hem volgut iniciar un debat seriós en el qual poséssim sobre la taula el paper que la publicació dels resultats de les intervencions arqueològiques ha de jugar en la política cultural i científica del nostre país. No publiquem per fer més *curriculum*, ho fem per donar a conèixer els resultats d'unes investigacions l'objecte de les quals és un patrimoni històric propietat, no dels arqueòlegs, sinó de tota la societat.

El fet que no donem respostes col·lectives a les mancances que afecten el tractament del patrimoni arqueològic, no vol dir que els arqueòlegs ens haguem desentès d'un cert grau de compromís individual. Davant del complex i desencisador panorama general, la majoria dels professionals han optat per refugiar-se en la seva pròpia feina, en una espècie de fer el que bonament és possible, renunciant a donar-se cops de cap contra una paret, lamentablement massa sòlida. Sense entrar a jutjar aquestes actituds, sens dubte més lloables que les d'aquells que ni tan sols fan això, hem de reconèixer que un tal panorama dóna un major relleu a l'actitud adoptada pels col·legues francesos i, no oblidem, a la solidaritat que ha portat també a la vaga als arqueòlegs de la *Sous-Direction de l'Archéologie*.

No hem d'oblidar la diferència existent entre un funcionari del Ministeri, sigui francès, castellà o català, i un *Hors-status*. És precisament l'existència d'aquests darrers el que, sense cap mena de dubte, ha accelerat la situació que ara es viu. Fa deu anys, a Catalunya, era impensable la figura de l'arqueòleg que vivia de fer urgències; actualment, no tan sols és un grup força nombrós sinó que, fins i tot, en els darrers temps s'han creat cooperatives d'arqueòlegs.

Aquesta presència nombrosa —no sabria quantificar a aquest grup de professionals— contrasta, però, amb un fet que em permet qualificar de molt preocupant. Malgrat que són molts els *Hors-status* catalans, les persones que es presenten a les

convocatòries de places fixes es poden comptar amb els dits d'una mà. D'això es desprèn que no hi ha interès a obtenir un treball fix, que no es vol fer l'esforç de presentar-se a una oposició o que s'ha perdut la confiança en la justícia de les decisions que en aquests concursos es prenen. Lamentablement, i ho dic molt sincerament, crec que l'argument fonamental és el darrer; els professionals joves, potser perquè han madurat molt de pressa, no estan disposats a passar el tràngol d'una oposició fins que no sàpiguen que la plaça convocada els ha estat prèviament adjudicada.

Conec la seriositat d'una afirmació d'aquestes característiques i, per tant, vull deixar molt clar que no crec que aquesta sigui una realitat general, no crec que totes les oposicions siguin injustes; allò cert és que hi ha una part de veritat en tot això i, el que és més greu, que això és el que pensen la majoria dels joves professionals.

Per posar un exemple, podem centrar la nostra atenció a la pràctica, habitual ja en el Servei d'Arqueologia, de cobrir pel procediment d'urgència les vacants que es produeixen a la seva plantilla. L'ús d'aquest procediment ha provocat diverses interpel·lacions al Parlament de Catalunya, aquestes interpel·lacions han estat contestades de tal manera que, personalment, crec que no fan honor a tan prestigiosa institució. Malgrat tot, els interpel·ladors tampoc no han seguit insistint en el tema. El resultat de tot això és que, passat un cert temps, quan ja s'han acumulat els punts necessaris, es convoquen les places i l'experiència demostra que les eleccions fets pel procediment d'urgència han estat sempre les més encertades. D'una primera analisi es desprèn que els que proposen les contractacions d'urgència són clarividents i infal·libles o una segona possibilitat que deixo a la imaginació del lector.

El més greu de tota la qüestió, segons la meva visió personal i subjectiva, és que en les oposicions que fa la Generalitat de Catalunya per cobrir les places d'arqueòleg no es tenen en compte els mèrits curriculars de l'aspirant. A part d'ésser una mesura injusta, jo em pregunto si aquesta és una bona política per estimular el desenvolupament de l'arqueologia catalana. Val més, doncs, ésser bon noi, no causar problemes, sobretot no reivindicar mai cap dret i, finalment, ésser un dels escollits del tràmit d'urgència que treballar de forma seria i fer-se un bon *curriculum*. Com podem veure, es tracta d'un problema aparentment professional, fins i tot, si es vol, corporatiu, però en el fons amaga serioses conseqüències per a l'arqueologia en general.

Per acabar aquestes línies voldria recordar als nostres companys francesos aquells versos que vàrem aprendre de petits i que deien: "Cuentan de un sabio que un día...". Ells han fet front comú davant una agressió, han descobert la solidaritat

i lluiten per obtenir un triomf. A nosaltres se'n fa encara difícil imaginar el senyor Felipe González o el senyor Jordi Pujol encarregant un informe similar als *Rapports* francesos. Pel que fa a la nostra manca de consciència de col·lectiu i a la nostra inoperància i complicitat al respecte, el qui escriu aquestes línies se sent tan culpable com qualsevol i, sens dubte, més que aquells que ni tan sols s'han plantejat el problema. Malgrat tot, reconfortat per l'experiència francesa, seguirà somniant en un dia en què, encadenats a les portes del Palau Moja, mostrarem la nostra ferma voluntat de lluitar per la defensa d'un patrimoni, massa sovint menyspreat per aquells que tenen el manament constitucional de protegir-lo.

La situació professional de l'arqueologia a Catalunya, avui

M. Teresa Miró

Possiblement, l'any 1990 serà recordat a França com l'any en què esclatà la crisi de l'arqueologia francesa, crisi que s'havia anat gestant al llarg dels darrers anys i que arribà al seu punt àlgid enguany amb la decisió del Ministre de Cultura de "privatitzar" l'arqueologia d'urgència, fet que, unit al descontent dels arqueòlegs francesos, els portà a una vaga general.

Dins del que podríem anomenar "privatització" de l'arqueologia han d'analitzar-se dos fets molt diferents que, en certa mesura, podem extrapolar a la situació que s'està vivint actualment a Catalunya: el finançament de les excavacions d'urgència amb fons privats i la creació d'empreses privades d'arqueòlegs per fer front a aquestes intervencions.

El finançament de les urgències per part dels promotores, ja siguin empreses privades o una part del sector públic no relacionat directament amb la cultura (obres públiques i urbanisme, principalment), penso que és un tema a potenciar, i que s'ha vist que ha donat resultats positius. A Catalunya, en els darrers anys s'ha incrementat de manera considerable la participació dels promotores de l'obra en el finançament de la investigació arqueo-

lògica prèvia al seu inici, com pot ser el cas de la construcció de l'autopista Terrassa-Manresa, de dos aparcaments a Barcelona (Catedral i plaça Sant Miquel), d'un complex comercial a Sant Quirze del Vallès i de diverses carreteres arreu de Catalunya, entre d'altres. La utilització d'aquest fons permet, moltes vegades, una major agilitat en el desenvolupament dels treballs i la possibilitat de gaudir d'unes disponibilitats pressupostàries per a la seva realització, car, val a dir que els pressupostos de les administracions públiques destinats a l'arqueologia, almenys pel que fa a Catalunya, són realment minisos en relació a la tasca que s'ha de desenvolupar. No obstant, cal tenir present que, encara que en diverses ocasions i sempre que es pugui, el promotor es faci càrrec de les despeses d'investigació arqueològica provocades per la realització d'obres, aquest fet no eximeix l'Administració de la responsabilitat que té envers el patrimoni, car és ella qui té les competències per a la seva protecció. I és aquest un dels problemes de fons de la crisi que pateix l'arqueologia francesa, car sembla que l'Estat vol eludir una part d'aquesta responsabilitat deixant que el pes del finançament de l'arqueologia d'urgència reposi únicament en mans dels promotores.

En relació al tema de la creació d'empreses privades d'arqueòlegs crec que aquest és un punt interessant de debat. A Itàlia ja fa un cert nombre d'anys que es crearen les primeres cooperatives arqueològiques per a dur a terme diverses tasques relacionades amb l'arqueologia: excavacions d'urgència, difusió, condicionament de jaciments..., i aquesta ha estat una experiència altament positiva, com ho demostra l'elevat nombre de cooperatives existents. Al nostre país fa relativament poc temps que s'ha començat a tirar aquest tema endavant amb tota la problemàtica que comporta, bàsicament perquè l'Administració encara no està prou preparada per afrontar aquest nou sistema de treballar en arqueologia, sobretot pel que fa a les excavacions d'urgència, si bé darrerament sembla que el panorama estigui canviant. En els darrers tres anys (segons les dades de què disposem) s'han creat dues empreses (ESTRI i ARQ), i dues cooperatives d'arqueòlegs (ARQUEOTÈCNIA i CODEX), de les quals, per diversos motius, actualment només existeixen les dues darreres. Arqueotècnia és una cooperativa especialitzada en ànalisis (fauna, paleontologia, antracologia, etc...), mentre que Codex (Cooperativa d'Excavacions), formada a partir d'ex-alumnes del TED'A, tant arqueòlegs com auxiliars d'excavació, com el seu propi nom indica, està encarada principalment a la realització d'excavacions. L'esperit que està a la base de la creació d'empreses o cooperatives que tinguin per objectiu la realització d'excavacions arqueològiques és la consciència, que arrela cada cop més en una part del col·lectiu arqueològic a Catalunya, de la necessitat d'un treball en equip que faciliti el desenvolupament de les tasques que comporta una excava-

ció, és a dir, el treball de camp, la classificació i estudi dels materials i l'elaboració de la memòria. Penso que, si es compleix aquest esperit, i sorgeixen noves iniciatives d'aquest tipus, s'haurien de potenciar, car poden oferir, sempre que gaudeixin d'una sòlida garantia científica, evidentment, uns avantatges que li manquen al professional que treballa en solitari, la qual cosa no vol dir de cap manera que aquesta figura del professional s'hagi d'eliminar, car també ha de jugar el seu paper. En aquest sentit costa una mica d'entendre el total rebuig per part dels arqueòlegs francesos a la proposta de la creació d'empreses de dret privat que es facin càrrec de les urgències, encara que de totes maneres crec que aquesta és una iniciativa que ha de partir del propi col·lectiu professional i no ha de ser imposta per l'Estat sense donar opció a altres alternatives, com es vol fer a França. La base de l'èxit empresarial ha d'estar en la competitivitat entre diverses empreses que tendeixin a una millora substancial de la qualitat de la seva oferta, i això no es pot assolir si només existeixen una o dues empreses creades a partir de directrius estatals, fet que denota una simple reconversió de la situació pre-existent, passant a centralitzar totes les contractacions a través d'un òrgan no públic, sinó privat.

Un altre dels motius de la vaga dels arqueòlegs francesos, en relació a aquesta "privatització" de l'arqueologia d'urgència, sembla que és la por al fet que amb la creació d'aquestes empreses privades es tendeixi de manera progressiva a la no creació de llocs de treball per a arqueòlegs dins el servei públic. Ara bé, és absolutament necessari que les excavacions d'urgència siguin realitzades per funcionaris de l'Administració? És evident que per a qualsevol Administració de qualsevol país és pràcticament impossible mantenir una plantilla suficient per a poder fer front en qualsevol moment a una urgència, donat l'elevat cost que això representa. D'altra banda, crec que és important dins el món de l'arqueologia que existeixin les figures del professional liberal o de l'empresari que poden ser requerits per l'Administració o el sector privat, car aquest és un pas clau perquè l'arqueologia sigui considerada una veritable professió i no quelcom que s'associï només a les universitats o els museus, en el pitjor sentit imaginable. La figura de l'arqueòleg dins l'Administració ha d'estar encaminada bàsicament a la gestió del patrimoni arqueològic que està sota la seva competència. És innegable que a Catalunya hi ha algunes tasques, com per exemple la facultat d'inspecció i concessió de permisos, entre d'altres, que només poden ser competència de la Generalitat, i aquesta ha de comptar amb la suficient dotació de personal especialitzat per a fer-hi front. Pel que fa a les administracions locals seria desitjable que es poguessin anar creant Serveis Municipals d'Arqueologia en totes les poblacions que compten amb un patrimoni arqueològic important, per tal de

poder actuar-hi d'una manera més directa i poder fomentar-ne l'estudi i la difusió. Serveis que haurien de constar d'un equip fix i prou competent que pogués actuar amb coneixement de causa i de manera continuada sobre la ciutat. És en aquests casos en els quals és necessari que l'Administració creï llocs de treball (funcionaris o contractats laborals), però és també necessari que els creï amb la transparència i objectivitat que hauria de caracteritzar sempre l'actuació del sector públic, car tots desitgem que en el futur no se'n tornin a oferir els lamentables espectacles de què hem pogut gaudir, repetidament, aquests darrers temps.

D'altra banda, cal que millori la situació professional dels arqueòlegs i aquesta és una qüestió que competeix tant a l'Administració (qualssevol d'elles) com als mateixos professionals. Certament, les tarifes que s'apliquen actualment a Catalunya en els contractes als arqueòlegs no són tot el satisfactories que haurien de ser, sobretot si les comparem amb el que es paga a altres punts de l'Estat, o les que s'apliquen a altres professionals; en alguns casos s'ha hagut de treballar sense contracte o en condicions precàries, no s'ha acabat de resoldre del tot el problema de la realització de les memòries (si bé, en aquest tema, s'ha avançat considerablement en els darrers temps) i encara estem lluny d'un reconeixement de la professió per part de la societat. Però, realment, hem posat els arqueòlegs tot el que estava de part nostra per a assolir aquest reconeixement i una significació de la professió?

Amb pesar, però amb el cor a la mà, he de reconèixer que no. Encara queda molta tasca per fer i molts "professionals" a conscienciar per a poder assolir un èxit total en aquesta empresa. La creació del Grup d'Arqueòlegs de la Comissió de Patrimoni del Col·legi de Doctors i Llicenciats en Filosofia i Lletres i en Ciències, significà un important pas endavant de cara a l'aglutinació dels arqueòlegs per a plantejar-se i intentar resoldre diversos problemes d'ordre professional i laboral. També la iniciativa de l'APAE de promoure un "Estatuto Profesional de la Arqueología" reconvertit en un "Real Decreto que regule el ejercicio profesional de la Arqueología" ens suposà un altre pas vers la reflexió i el debat. Però, tot i així, si no hi ha una consciència clara del problema i ganes de resoldre'l per part de tot el col·lectiu, o, com a mínim, d'una gran part d'aquest, no aconseguirem mai que l'arqueologia ocipi el lloc que li pertoca.

És en aquest sentit, el de l'assoliment d'una consciència col·lectiva, que m'ha commogut profundament el fet que el conjunt dels arqueòlegs francesos hagin anat a una vaga general per defensar una sèrie de drets professionals i, potser també patrimonials, que consideraven de la màxima importància per al futur de l'arqueologia al seu país. Potser el més important d'això no ha estat tant el fet de la vaga (tot i que sempre és interessant poder comptar amb un precedent d'aquest tipus dins el món de

l'arqueologia, poc donat a protestes més o menys radicals per recolzar les seves reivindicacions), com la unitat del col·lectiu al moment d'ofrir resposta a les propostes del ministre. Si aquí se'n plantegessin uns problemes similars (o diferents, però d'igual transcendència), també respondriem unànimement d'aquesta manera? Preguem perquè, durant molt de temps, no sigui necessari fer-nos aquesta pregunta, car a la vista de l'experiència passada, no crec que ens agradés gaire la resposta.

Dominique Petit

Technicien a la Circonscription des
Antiquités Historiques du Centre
8, rue Croix de Bois
Orléans 45000

Xavier Dupré

Academia Española de Historia
Arqueología y Bellas Artes
San Pietro in Montorio, 3
00153 Roma

Maria Teresa Miró

C/. La Salle, 14
43500 Tortosa